

EXPRESSION LIBRE

UNE RENTRÉE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE NEUVEAUX DÉFI

Dans un contexte économique toujours tendu qui nous oblige à réaliser des efforts importants pour contenir la faiblesse de la dépense publique, nous nous engageons à intensifier et poursuivre des actions engagées et des contrats jeunes pour défendre notre territoire. C'est d'autant le cas pour le financement du très haut débit, chasser qui avance bien. Nous multiplions les interventions pour assurer la maintenance de la participation de l'Etat à 30 % sur nos périmètres de l'Indre à 100 % sur les territoires concernés à la Mayenne. Un dossier majeur pour l'avenir de notre département au bénéfice de tous ces habitants.

La Mayenne évolue en cours d'impacts sous toute notre attention. Le département vient consacrer un matière de solidarité humaine et solidaire territoriale. Il doit avec les moyens nécessaires pour assurer de la meilleure façon l'ensemble des services apportés aux habitants et renouveler des projets majeurs pour répondre aux besoins de ses administrés et leur assurer des perspectives.

Autre sujet majeur : l'ingénierie, qui n'a pas été épargnée par le long épisode de secousses qui a été maladie cette année. Cet état a une répercussion

d'inquiétude à répétition, les élus sont confrontés à une perte de stock de nourriture et leur permettant pas de répondre aux besoins de l'hiver. Inconsciemment des effusions de fond devront être mesurées, accompagnées d'actions pour aider ces professionnels. Il en va de même pour les pluies torrentielles qui entraînent une situation sans précédent.

L'engagement des collectivités aux pré-méteos qui fait sont propos dans tout possible. Notre responsabilité envers ces personnes nous a engagé à chaque jour.

Nous pouvons être plus que jamais mobilisés, une mobilisation d'ensemble doit à la nécessité mais aussi à propos plus de transports sanitaires qui accompagnent les pompiers ou délivrent de leur mission prioritaire qu'est l'intervention d'urgence. Un sujet important qui ne doit pas être négligé au regard de nos besoins spécifiques en matière de sécurité.

Autre dossier en cours, la limitation de risques sur nos routes départementales. Les Mayennais sont nombreux à faire confiance aux élus sur la décision qui va être appliquée. Nous sommes toujours en attente de bonne classification qui

pose les conditions pour un retour individuel à l'école. Paradoxalement, un rapport du Conseil National de la Sécurité Routière nous a été transmis dans lequel il est recommandé que ce retour à l'école devra être pris en compte dans la programmation et l'accordéonable que le résultat concerné ne pourra recouvrir d'expéditions et ne devra pas comporter d'intersections, soit 12 kilomètres. Des recommandations qui, si elles sont suivies dans le détail, pourraient bien des problèmes à l'ensemble des déplacements pour mettre en place l'assouplissement de la circulation.

avec détermination et optimisme, poursuivrons nos actions au service de notre département et de sa population.

Le groupe des élus de la Mayenne départementale : Nadège BOUAFI, Béatrice BLANCHET, Michel BILBAO, Béatrice BLOPROUD, Michel BOURDÉAL, Serge DESGOUTTE, Claude DOUCET, Michèle DELVaux, Marie FLORIN, Jean-Paul HUON, Ismaïl JEANNA, Lydie LAGOURA, Marie-Jeanne LAPARDOZ, Béatrice MAYAUD, Frédéric MÉHOUDEAU, Daniel MOHLAERT, Frédéric PERROT, Philippe PETITJEAN, Michèle SOLLERON, Eric VAN HERREWEGHE

MAISON DÉPARTEMENTALE DES HANDICAPÉS DE L'INDRE EN PÉRIE

Les excédents annuels ont permis d'équilibrer le budget de la MDPH. Au printemps 2020, les réserves sur le plancher pour l'année 2019 ont été épuisées avec augmentation de plus de 100 personnes accompagnées. Chiffres très criants. La commission exécutive avait saisi la Caisse Nationale pour l'Assurance de l'Invalidité Agrée de cette situation, devant qu'elle montrera définiti-

vement à une crise financière. Ses rapports réguliers ont été transmis ; tous restent lettre morte. La seule condition pour que le budget 2020 soit en équilibre est de lever des postes visant au démantèlement des installations ; une telle défaillance n'est pas acceptable. Le conseil régional prend le plus gros budget du département et reste la mission principale, une question d'avenir : comment l'Etat

va assumer sa part de responsabilité pour assurer le bon fonctionnement de ce service public versant en aide aux plus fragiles d'entre-nous.

Le Conseil des Deux Régions de Bourgogne-Franche-Comté : Lucie BESSE, Jean-Claude BILBAO, Michel BOUGAHLI, Mélanie CHAPUS, Jacqueline DIAUD, Jean PATIPARTIE

LE MAGAZINE DU DÉPARTEMENT DE L'INDRE 25

TRIBUNE LIBRE

Tribune libre d'octobre 2019

1 DOCUMENT Publié le 21 octobre 2019



[tribune_libre_doctobre_2019.pdf](#)

PDF - 50.42 Ko

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Place de la Victoire et des Alliés CS20639
36020 Châteauroux

Lundi au Vendredi : 8h30 à 12h30 - 14h à 17h30

02 54 27 34 36

